



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Fourniture de carburants pour le groupement de commande
constitué de services de l'Etat en Nouvelle-Calédonie**

N°2025_HC988_CARBURANT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Bureau responsable de l'élaboration du DCE

Nom : Section achats du bureau des moyens, de la direction des ressources humaines et des moyens,
du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

Adresse : 9 bis rue de la République, 98 800 Nouméa

Personnes de contact : Mesdames Anne-Laure TERITEHAU, Madeleine HMAEN et Cécile MILIE –
achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du code de la commande publique et de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le présent document comporte 18 pages numérotées de 1 à 18.

SOMMAIRE

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 - DEFINITION	4
ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
3.1 Objet du marché	5
3.2 Type de prestations	5
3.3 Réalisation de prestations similaires	5
ARTICLE 4 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT	6
5.1 Allotissement	6
5.2 Nomenclature	6
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 7 - CONFORMITE ADMINISTRATIVE	7
7.1 Dispositions réglementaires	7
7.2 Protection de la main-d'œuvre	7
7.3 Hygiène et sécurité du travail	7
7.4 Mesures de prévention	7
7.5 Assurances	7
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	8
8.1 Présentation d'un sous-traitant	8
8.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement	8
8.3 Paiement direct des sous-traitants	8
ARTICLE 9 - GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	8
PARTIE 2. MODALITES D'EXECUTION	8
ARTICLE 11 – REPRESENTATION DES PARTIES	8
11.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	8
11.2 Représentant du Titulaire	9
ARTICLE 12 – PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 13 – NON-EXCLUSIVITÉ	9
ARTICLE 14 – EXECUTION DES PRESTATIONS	10
14.1 Livraison des cartes carburant	10
14.2 Modalités et délai de livraison du carburant	10
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES	11
15.1. Forme des notifications et informations	11

15.2. Obligations des services bénéficiaires	11
15.3. Obligations du Titulaire	11
15.3.1 Devoir d'information et de conseil	11
15.3.2 Règle de discrétion.....	11
15.3.3 Obligation de résultat	12
15.3.4 Prévention des risques de conflits d'intérêts	12
15.3.5 Réparation des dommages	12
15.3.6 Fermeture pour congés.....	12
15.3.7 Modifications des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise	12
ARTICLE 16 - AUTORISATION D'ACCES	12
16.1 Agrément des intervenants pour la livraison de carburants - Dispositions spécifiques pour le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et la Direction territoriale de la police nationale de Nouvelle-Calédonie.....	13
16.2 Clauses particulières	13
ARTICLE 17 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	13
ARTICLE 18 – CLAUSE DE REEXAMEN	13
PARTIE 3 – PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT.....	14
ARTICLE 19- CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD CADRE.....	14
19.1 Forme et contenu des prix.....	14
19.2. Actualisation des prix	14
ARTICLE 20 - MODALITE DE REGLEMENT	14
20.1 Envoi des factures.....	14
20.2 Contenu des factures	14
20.3 Délai global de paiement	15
20.4 Avances	15
20.5 Modalités de paiement	15
PARTIE 4 – CONSTATATION DE L'EXECUTION.....	15
ARTICLE 21 – PERSONNES EN CHARGE DES VERIFICATIONS DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 22 - ADMISSION.....	16
ARTICLE 23 – AJOURNEMENT	16
ARTICLE 24 – RÉFACTION	16
ARTICLE 25 – REJET	16
PARTIE 5 – DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION	16
ARTICLE 26 : PÉNALITÉS	16
26.1 Pénalités de retard (cf article 14 du CCAG FCS).....	17
26.2 Pénalité pour non-conformité de la prestation	17
26.3 Procédure de mise en demeure.....	17

26.4 Modalités de mise en œuvre	18
ARTICLE 27 - LITIGES	18
ARTICLE 28 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	18

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - DEFINITION

Au sens du présent document :

- l'« acheteur » est le pouvoir adjudicateur, l'Etat, qui conclut le marché avec le titulaire ;
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- le « coordonnateur du groupement de commandes » est chargé de coordonner les opérations de recensement des besoins, de passation du marché et, le cas échéant, de veiller à la bonne exécution du marché pour le compte du groupement de commandes ;
- le « groupement de commandes » est constitué des services de l'Etat appelés « services bénéficiaires » qui sont chargés de l'exécution du marché pour leurs sites respectifs.
- le « responsable de site » est désigné par le service bénéficiaire. Il sera l'interlocuteur du titulaire pendant l'exécution du marché, pour un ou plusieurs sites ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;
- les « prestations » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché ;
- le « cahier des clauses administratives particulières » (« CCAP ») est un document contractuel qui fixe les clauses administratives propres au marché ;
- le « cahier des clauses techniques particulières » (« CCTP ») est un document contractuel qui fixe à la fois les clauses techniques se rapportant à l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

État – Ministère de l'Intérieur

Monsieur le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie ou son représentant
Sis 9 bis rue de la République,
BP C5 - 98 844 NOUMEA CEDEX

L'acheteur est le coordonnateur du groupement de commandes constitué par convention n°2025-007 ;

Le groupement de commandes est constitué des services de l'Etat dénommés « services bénéficiaires » énumérés comme suit ;

- le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie,

- la police nationale,
- la direction régionale des douanes de Nouvelle Calédonie,
- le service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nouvelle Calédonie,
- la direction de l'agriculture de la forêt et de l'environnement,
- l'antenne de Nouvelle-Calédonie de l'agence nationale des fréquences,
- la direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie,
- la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie,
- la cour d'appel de Nouméa.

ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE PUBLIC

3.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture de carburants au moyen des cartes accréditives auprès du réseau de stations-service du titulaire ou de celui de ses partenaires avec lesquels des accords commerciaux ont été conclus et la livraison de carburants auprès des services bénéficiaires.

3.2 Type de prestations

Les prestations objets de ce marché couvrent :

- La fourniture de carburants en station-service distribué à la pompe ;
- La fourniture de cartes accréditives permettant outre la fourniture de carburant, l'accès aux prestations suivantes :
 - o le lavage de véhicule ;
 - o l'achat dans les boutiques des stations-services du titulaire de produits d'entretien de véhicules (lubrifiants, AdBlue, etc.) ;
- L'accès à un outil de gestion dédié en ligne ;
- La livraison de carburants sur les sites des services bénéficiaires identifiés

L'achat de produits hors entretien mécanique dans les boutiques des stations-services (presse, alimentation, restauration ...) n'est pas autorisé dans le cadre du présent marché.

Le détail des prestations attendues est défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.3 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE

Il s'agit d'un marché de fourniture et de services, passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution du marché est un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel, mono-attributaire en application des articles L.2125-1, R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants de l'accord-cadre sont fixés pour toute la durée du marché selon les limites suivantes :

- sans montant minimum
- et avec un montant maximum de 2 200 000 € HT

L'accord-cadre cessera automatiquement lorsque le montant maximal aura été atteint quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur. Ce dernier ainsi que les services bénéficiaires devront être alertés lorsque le montant atteint représente 70 % du montant maximal de chaque service bénéficiaire.

Cet accord-cadre pluriannuel à bons de commande est conclu pour une durée maximale de 4 ans. Le bon de commande correspondant à l'année 2030 devra être délivré avant que l'accord-cadre soit échu, soit avant le 31 décembre 2030.

ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT

5.1 Allotissement

Les prestations du présent accord-cadre ne font l'objet d'aucune décomposition en lots.

Le non-allotissement se justifie par le fait que le présent marché nécessite une homogénéité dans sa réalisation telle que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

5.2 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé CPV
09000000-3	Produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie.
09132000-3	Essence
09134000-7	Gasoils
30163100-0	Cartes pour l'achat de carburant
30163000-9	Cartes accréditives

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement du titulaire (ATTR11) et le BPU – DQE;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire. Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

A noter, le CCAG-FSC étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation mais téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des autres pièces du marché.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les communications adressées à l'acheteur doivent également être rédigées en français.

ARTICLE 7 - CONFORMITE ADMINISTRATIVE

7.1 Dispositions réglementaires

Le titulaire doit se conformer à la législation et à la réglementation du travail, applicables en Nouvelle-Calédonie. Dans le cas contraire, le marché sera résilié à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

7.2 Protection de la main-d'œuvre

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre autorisant à exercer une activité professionnelle en Nouvelle-Calédonie lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

7.3 Hygiène et sécurité du travail

Le titulaire devra doter son personnel de vêtement de travail aux couleurs de l'entreprise et lui fournir tous les équipements de protection individuelle prescrits par la réglementation, en fonction de la nature des tâches qu'il réalise.

L'administration se réserve le droit de renforcer les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité en cas de nécessité.

7.4 Mesures de prévention

La personne publique ne pourra en aucun cas être mise en cause en cas de non-respect des consignes et règles de sécurité en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

7.5 Assurances

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, que la personne morale qu'il représente est titulaire d'une police d'assurance garantissant son entreprise et ses personnels contre les risques inhérents à la pratique de l'activité objet du présent marché notamment contre les risques professionnels et en cas de dommages causés aux tiers ou aux locaux.

Tous les véhicules du titulaire doivent être en règle, notamment en ce qui concerne le contrôle technique, l'assurance et la carte grise de chaque véhicule intervenant sur une emprise.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit reconnaître avoir pris connaissance des dispositions de fonctionnement et des consignes de sécurité régissant le fonctionnement des bâtiments.

Le Titulaire demeure responsable des pertes ou dommages subis par les matériels mis à disposition, lorsqu'ils sont causés par la négligence, par une utilisation inappropriée ou par la faute intentionnelle d'un agent de l'administration ou d'un usager.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

8.1 Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

8.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le formulaire DC4 doit être renseigné et signé par toutes les parties.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

8.3 Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, soit 71 599 XPF TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

ARTICLE 9 - GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisée.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 2. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11 – REPRESENTATION DES PARTIES

11.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution du marché.

Chaque service bénéficiaire listé dans l'article 2 du CCAP est chargé de l'exécution des prestations dans leur périmètre.

Ils reçoivent du Titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement de prestations. Ils procèdent ainsi aux opérations de vérification et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

11.2 Représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne un interlocuteur, habilité à le représenter auprès de l'acheteur et des services bénéficiaires, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cette personne veillera à ce que, à chaque période ou étape de l'exécution du marché, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations. Cette personne sera joignable par téléphone et courrier électronique.

ARTICLE 12 – PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

L'exécution des prestations se faisant via des cartes accréditives, il n'y a pas de bon de commande à émettre, excepté pour les cartes accréditives lors du 1^{er} déploiement et au fur et à mesure des besoins en cours de marché.

Dans ces cas uniquement, les bons de commande seront notifiés par le service bénéficiaire au fur et à mesure de ses besoins.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler, par écrit, ses observations éventuelles au représentant de l'acheteur. Passé ce délai, la forme et le fond de la commande seront jugés admis par le titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par chaque bon de commande. Les fournitures seront livrées à l'adresse et dans les délais indiqués dans le bon de commande.

Fourniture des cartes accréditives :

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à compter de la date de notification de la commande au titulaire.

Pour le premier déploiement, les cartes accréditives devront être produites et délivrées sans frais supplémentaires, dans les délais indiqués dans l'offre du titulaire, et dans le délai maximum suivant : au plus tard le 12 décembre 2025. En cours d'exécution du marché, les cartes devront être délivrées au plus tard 3 jours ouvrés après la commande du service bénéficiaire ou la déclaration de perte ou de dysfonctionnement du service bénéficiaire.

Enfin, l'outil de gestion en ligne devra être mis à disposition dans les délais indiqués dans l'offre du titulaire, et au plus tard le 12 décembre 2025.

ARTICLE 13 – NON-EXCLUSIVITÉ

L'acheteur se réserve la possibilité de faire application de la présente clause de non-exclusivité, dans le cas où le titulaire fait part, du fait de circonstances exceptionnelles, de son incapacité à répondre à une demande (en cas de défaillance ou de rupture de stock du titulaire).

Dans ce cadre, le titulaire doit justifier, par écrit, et avec précision, les motifs qui ne lui permet pas d'assurer leur obligation contractuelle, dans le délai de 48h maximum suivant la réception du bon de commande concerné, se prouvant par tout moyen.

De même, en cas d'absence totale de réponse de la part du titulaire après expiration du délai fixé au présent CCAP (2 jours), l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la présente clause, sans qu'il soit nécessaire que l'acheteur effectue une relance auprès du titulaire.

Les présentes dispositions s'appliquent nonobstant celles prévues du présent CCAP relatives à la résiliation pour faute de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1 Livraison des cartes carburant

Le titulaire procédera à la livraison des cartes accréditives au plus tard le 12 décembre 2025, suivant le calendrier prévisionnel qu'il aura produit dans son offre.

Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont précisés à l'article 22 du présent CCAP.

Pour toutes les cartes du présent marché, le prestataire est également chargé de les tester et de s'assurer de leur bon fonctionnement avant leur mise à disposition.

Les cartes accréditives devront être envoyés directement sur le site indiqué dans le bon de commande.

Les fournitures livrées seront obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison. Le bon de livraison dressé distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande comportera les mentions suivantes :

- La date de livraison
- La référence du bon de commande
- L'identification du titulaire et du service bénéficiaire
- Le site de livraison
- L'identification des fournitures livrées

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

14.2 Modalités et délai de livraison du carburant

Le titulaire du marché assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison de carburants dans toutes les stations de son réseau sur le territoire de la Nouvelle Calédonie ainsi qu'aux points de ravitaillement des groupes électrogènes indiqués par les services ayant recours à cette prestation.

Le titulaire du marché s'engage à approvisionner chaque station de manière à éviter une rupture.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES

15.1. Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

15.2. Obligations des services bénéficiaires

Chaque service bénéficiaire sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement pendant la durée du marché.

Les services bénéficiaires, en tant que commanditaire des prestations, conservent les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés à la prestation ;
- A la priorisation des prestations du marché ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;
- Aux possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant le marché.

Les services bénéficiaires s'engagent à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

15.3. Obligations du Titulaire

15.3.1 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct des services bénéficiaires. Il est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde. A ce titre, il avise l'acheteur de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du présent marché, de toute difficulté majeure ou de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution. En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

15.3.2 Règle de discrétion

Toutes les connaissances et informations de toute nature et sous quelque forme que ce soit appartenant aux services bénéficiaires et dont le prestataire pourrait avoir connaissance dans le cadre du présent marché, sont considérées comme confidentielles.

A ce titre, le prestataire s'engage :

- à ne les utiliser que pour les prestations qu'il réalise pour les services bénéficiaires sauf autorisation écrite préalable de celle-ci ;
- à ne les divulguer à quiconque sous quelque forme que ce soit, sauf à ceux de leurs employés ayant à les connaître pour l'exécution du présent marché ;
- à informer son personnel de la présente obligation de confidentialité relative aux informations des services bénéficiaires et à lui faire respecter ladite obligation.

Aucune publication et communication écrite ou orale, ne pourra être faite par le prestataire concernant toutes informations obtenues dans le cadre du présent marché. Le prestataire et son personnel devront respecter la présente obligation de confidentialité après l'expiration ou la résiliation du présent contrat pour quelque cause que ce soit.

15.3.3 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et décrits dans son offre pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans augmentation du montant initial inscrit sur l'acte d'engagement.

Toutes difficultés administratives et/ou financières n'exonèrent pas le Titulaire d'exécuter les prestations du marché.

15.3.4 Prévention des risques de conflits d'intérêts

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat. Il avise l'acheteur de tout risque possible de conflits d'intérêts.

15.3.5 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

15.3.6 Fermeture pour congés

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une période de fermeture annuelle pour s'exonérer de l'exécution de sa prestation dans les délais prévus au marché. La prestation ne doit pas être interrompue hors cas de force majeure.

15.3.7 Modifications des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise

Toute modification (forme de l'entreprise, raison sociale, adresse, numéro de compte...) intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au haut-commissariat.

ARTICLE 16 - AUTORISATION D'ACCES

16.1 Agrément des intervenants pour la livraison de carburants - Dispositions spécifiques pour le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et la Direction territoriale de la police nationale de Nouvelle-Calédonie

Dans les huit jours suivant la notification, le titulaire devra obligatoirement contacter la section achats du bureau du budget, des achats et de la logistique du haut-commissariat sur l'adresse achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr et communiquer les noms des personnes chargées d'effectuer les prestations pour le compte de la société. Tout changement intervenant dans les équipes effectuant les prestations doit être signalé aux référents des sites avec les noms des personnes nouvellement retenues par la société.

Si l'intervenant n'a pas été déclaré en amont, il sera refusé. La prestation devra tout de même être réalisée.

En cas d'avis défavorable, ces personnes seront interdites d'accès au sein du haut-commissariat et de la direction territoriale de la Police nationale et devront être remplacées par le titulaire. L'administration ne communiquera pas les motifs de rejet.

Dans le cas où le titulaire refuserait de remplacer ces personnes, le marché sera résilié à ses torts pour non-conformité à la réglementation relative aux normes de sécurité dans les marchés publics. Cette résiliation ne donnera pas lieu au versement d'indemnité à son profit.

Enfin, le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées au sein du haut-commissariat et de la direction territoriale de la Police nationale et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

16.2 Clauses particulières

En cas d'exercice (alerte incendie par exemple) les intervenants et leur véhicule devront quitter les lieux concernés et se conformer aux instructions des responsables présents. De même, l'accès à certaines zones pourra leur être interdit.

L'inexécution des tâches contractuellement définies à la suite de tels exercices ne fera courir aucune sanction à la charge du titulaire du marché, ni droit à indemnité.

ARTICLE 17 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande de l'acheteur.

L'exécution de cette clause se fera conformément aux modalités détaillées à l'article 3.4 du CCTP.

ARTICLE 18 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché dans les cas suivants :

- Evolution technique du parc automobile de l'acheteur,

- Evolution technique des structures ou produits au sein du réseau du titulaire et de ses partenaires,
- Evolution réglementaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché pourra être initiée par le pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire du marché.

Ainsi, la prestation pourra être déduite en proportion ou réévaluée en fonction des nouveaux besoins.

PARTIE 3 – PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 19 - CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

19.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Les prix et remises sont détaillés dans le BPU (bordereau des prix unitaires).

Les prix unitaires après remise seront appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché, incluant la livraison.

L'unité monétaire du marché est le Franc Pacifique, XPF.

19.2. Actualisation des prix

Le titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle à la date de la signature du marché et que ce barème a été établi conformément aux textes réglementaires relatifs à ces prestations.

L'administration se réserve le droit de solliciter toute justification permettant de vérifier cette conformité.

ARTICLE 20 - MODALITE DE REGLEMENT

20.1 Envoi des factures

Les factures seront transmises de façon dématérialisée dans Chorus Pro.

Les entreprises sont ainsi invitées à consulter le site <https://chorus-pro.gouv.fr> pour la création de leur compte, le dépôt et le suivi de leurs factures.

La facturation sera mensuelle à terme échu.

La facturation sera effectuée par service bénéficiaire.

20.2 Contenu des factures

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références du marché : N°2025_HC988_CARBURANT,
- les références du bon de commande afférent le cas échéant ;
- le nom du service destinataire ;

- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de la prestation/livraison si elle est connue du titulaire au moment de la facturation ;
- les prix HT, TTC en XPF ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

20.3 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'Etat par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

A compter de la date de réception de la facture du titulaire, à condition que les prestations aient été exécutées et acceptées, l'administration dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour en effectuer le paiement conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu si :

- le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle mentionnée sur le bon de commande ;
- la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- le contrôle de la prestation prévue dans le CCTP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires selon les taux en vigueur.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

20.4 Avances

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

20.5 Modalités de paiement

Le comptable assignataire des paiements est la direction des finances publiques en Nouvelle-Calédonie.

L'ANFR est soumise à des modalités de paiement qui lui sont propres.

PARTIE 4 – CONSTATATION DE L'EXECUTION

ARTICLE 21 – PERSONNES EN CHARGE DES VERIFICATIONS DES PRESTATIONS

Chaque service bénéficiaire et particulièrement les gestionnaires de flotte sont chargés de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire.

ARTICLE 22 - ADMISSION

Le service bénéficiaire prononce l'admission des prestations, sous réserves des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché et conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 23 – AJOURNEMENT

Le service bénéficiaire, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à lever les réserves dans un délai de quinze jours. Le service bénéficiaire en informe également le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le service bénéficiaire a le choix de demander au pouvoir adjudicateur d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans les conditions fixées aux articles 24 et 25, dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de refus du titulaire, ou à l'expiration du délai de sept jours ci-dessus.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai pour procéder aux opérations de vérification.

ARTICLE 24 – RÉFACTION

Lorsque le service bénéficiaire estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être portée au pouvoir adjudicateur qui se chargera d'évaluer la réfaction avec le service bénéficiaire et de le notifier au titulaire à l'issue d'un constat contradictoire mené conjointement par le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 25 – REJET

Lorsque le service bénéficiaire estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en informe le pouvoir adjudicateur qui prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée, et ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

PARTIE 5 – DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 26 : PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution et les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution de l'accord-cadre.

Les réfections sont estimées par le service bénéficiaire qui les constate.

Toutes les pénalités et réfections sont appliquées sur le montant mensuel HT pour les prestations forfaitaires.

Les pénalités et réfections sont cumulables.

26.1 Pénalités de retard (cf article 14 du CCAG FCS)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Manquement constaté	Condition de déclenchement	Montant de la pénalité
Non-respect des délais de livraison des cartes accréditives au début du marché	Si le délai de livraison des cartes fixés à l'art 12 du présent CCAP ne sont pas respectés du fait du titulaire	50 € HT par jour de retard et par carte
Retard dans la création d'une nouvelle carte suite dysfonctionnement, perte, vol ou nouveau besoin	Dépassement du délai de 3 jours ouvrés	50 € HT par jour de retard et par carte
Non-prise en compte d'une opposition signalée (perte/vol)	Non-prise en compte dans les 24h après signalement formalisé (mail)	100 € HT par jour de retard
Non-respect du délai de mise à disposition de l'outil de gestion en début de marché	Si le délai de mise à disposition de l'outil de gestion en ligne fixé à l'art 12 du présent CCAP n'est pas respecté du fait du titulaire	50€ par jour de retard
Indisponibilité de l'outil de gestion (interface de suivi et paramétrage)	Au-delà de 72h consécutives d'indisponibilité	100 € HT par jour à partir du 4e jour

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

26.2 Pénalité pour non-conformité de la prestation

Se référer à l'article 24 du CCAP.

26.3 Procédure de mise en demeure

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 30.3 du CCAG FCS, les pénalités et les réfections sont appliquées après mise en demeure préalable du titulaire selon la procédure suivante :

- suite au manquement constaté par le responsable de site, lors d'un contrôle, le service bénéficiaire adresse immédiatement ou dans le jour ouvré suivant la constatation du manquement, un courriel de « mise en demeure » avec *a minima*, preuve de réception chez le titulaire, qui en atteste réception.

La mise en demeure :

- précise les manquements constatés, le délai dont le titulaire dispose pour faire parvenir ses observations ;
- invite le titulaire à produire ses observations et les mesures correctives qu'il propose pour corriger la prestation ;
- indique les réfections envisagées et/ou pénalités en cas de mise en demeure restée sans effet.

Suite à la réception des observations et de la proposition de mesures correctives, le service bénéficiaire prend sa décision dans les 3 jours ouvrés et en informe le titulaire par courriel avec accusé de réception.

En cas de contestation, le titulaire devra informer le service bénéficiaire dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception de la décision.

Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et des réfections.

26.4 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour fournitures défectueuses, non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, les services bénéficiaires pourront les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

ARTICLE 27 - LITIGES

Les litiges sont réglés à l'amiable entre les parties autant que faire se peut. Dans le cas contraire, le marché conclu ayant caractère de contrat de droit public, le tribunal administratif de Nouméa est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposés l'Administration au titulaire. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tribunal administratif de Nouméa
BP Q3
98851 NOUMEA CEDEX
Tél. : +687 25 06 30
Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 28 - RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Dans le cas où l'entreprise serait en difficultés financières, les dispositions prévues par le CCAG-FCS s'appliqueront.